

Date : 28/01/13

"Le modèle de gouvernance de l'entreprise traverse une crise de légitimité"



Par MarieChristineOGHLY (Express Yourself)

Avec la crise se pose plus que jamais la question de la représentativité des conseils d'administration, et de la participation des salariés, analyse Marie-Christine Oghly, présidente nationale des Femmes chefs d'entreprises.



Reuters/Kai Pfaffenbach

Alors que la France est dans l'oeil du cyclone de cette crise économique, sans précédent, il semble légitime de s'interroger sur la pertinence du processus de décision en vigueur au sein de nos entreprises. L'actuel modèle de gouvernance de l'entreprise traverse une évidente crise de légitimité.

Nos sociétés bâties sur des modèles de développement chahutés, sans doute à réinventer, ont besoin d'un second souffle. Les questions de la représentativité des conseils d'administration et de la participation des salariés au développement de nos entreprises se posent désormais. Dès lors, ces questions semblent indispensables pour une meilleure coordination des intérêts économiques de l'entreprise avec ceux de la société.

Et là encore, comme dans beaucoup d'autres secteurs affrontant cette crise économique, le bon sens prime. Indispensable pour assurer la confiance entre administrateurs et management, seul

a Évaluation du site

Site du magazine hebdomadaire L'Express. Il met en ligne une partie de son édition papier ainsi qu'une actualité quotidienne sous forme de dépêches d'agences et d'articles de fond.

Cible
Grand Public

Dynamisme* : 769

* pages nouvelles en moyenne sur une semaine

lui pourra permettre à chacun d'exercer ses fonctions dans la sphère de compétences qui lui est dévolue.

Une meilleure circulation de l'information entre l'administrateur et le management

Avant tout, se pose la question du choix de ses administrateurs. Seules des personnes averties et disposant de compétences nécessaires pour estimer la stratégie et le risque de l'entreprise seront légitimes. Et alors que la France traverse une profonde crise identitaire, il semble indispensable que ces administrateurs représentent l'actionariat de l'entreprise dans toute sa diversité.

Pour cela, nous pourrions nous baser sur ce qui fonctionne déjà ailleurs. A savoir le développement d'une formation qualifiante d'administrateurs, à travers la création d'un collège d'administrateurs des sociétés. Cela se pratique depuis 2005 au Canada, et avec succès.

Pour mener à bien cette mission, l'administrateur ne pourra se permettre d'avoir des lacunes sur l'organisation et le fonctionnement de son entreprise. Ses points forts, ses faiblesses, l'environnement qui l'entoure, toutes ces données doivent aujourd'hui être maîtrisées. Un principe qui implique la meilleure circulation possible de l'information entre lui et le management.

Ce point implique bien sûr de consacrer du temps aux différents dossiers, de faire remonter remarques et observations à qui de droit. De manière générale, un bon administrateur se doit de veiller au respect des règles en vigueur au sein de son entreprise, tout en concédant une évaluation régulière de l'efficacité de sa participation au conseil d'administration.

Concilier performance économique et démocratie sociale

On a tendance à l'oublier mais il est tout à fait possible de concilier performance économique et démocratie sociale. Un principe valable en politique comme au coeur de l'entreprise, véritable société civile miniature. Aujourd'hui, force est de constater que trop de parties prenantes ne sont pas assez représentées chez les preneurs de décisions.

La conjoncture actuelle, bien que sans l'imposer, nécessite de favoriser l'apparition d'un nouveau pacte social au sein des entreprises. A l'image de nos voisins d'outre-Rhin, associer d'avantage les salariés aux prises de décisions de la société aurait l'avantage d'une meilleure compréhension des enjeux et des difficultés rencontrées par le conseil d'administration.

A partir de ce constat, toute modification de stratégie ou tout changement au sein de l'entreprise seraient facilités, à fortiori en période de crise. Les femmes dirigeantes que nous sommes croient profondément aux vertus de cette démocratie sociale.

A ce titre, il convient de préciser que les entreprises gérées par des femmes connaissent un plus important taux de croissance que celui de leurs homologues masculins. Imaginez peut-être que la sphère politico-économique mondiale se porterait mieux si Lehman Brothers eut été plutôt Lehman Sisters...

Par Marie-Christine Oghly, présidente nationale des Femmes chefs d'entreprises